



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} novembre 2005
Français
Original: anglais

Soixantième session

Première Commission

Point 97 de l'ordre du jour

Désarmement général et complet

Lettre datée du 28 octobre 2005, adressée par le Représentant permanent de la République populaire démocratique de Corée au Secrétaire général et au Président de l'Assemblée générale

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur les arguments déraisonnables concernant la question nucléaire dans la péninsule coréenne qui ont été avancés par les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord devant la Première Commission à la soixantième session de l'Assemblée générale.

À la Première Commission, les États-Unis et le Royaume-Uni ont essayé de tromper l'opinion mondiale en demandant instamment à la République populaire démocratique de Corée de démanteler sans condition son programme d'armement nucléaire conformément à la déclaration commune de Beijing, comme si seules les obligations de la République populaire démocratique de Corée étaient en cause.

Cette façon d'aborder la question nucléaire dans la péninsule coréenne est typique de la politique des deux poids, deux mesures menée par les États-Unis.

La majorité des États non dotés d'armes nucléaires, exprimant les graves préoccupations que leur inspire la paralysie du mécanisme de désarmement des Nations Unies, ont souligné à juste titre que cette situation était essentiellement due au fait que les États-Unis et certains autres États dotés d'armes nucléaires ne respectaient pas leurs engagements en matière de désarmement nucléaire et appliquaient deux poids et deux mesures en ce qui concerne les questions nucléaires.

Bien que les États-Unis prêchent bruyamment la « non-prolifération nucléaire », en réalité ils approuvent tacitement et soutiennent même la mise au point et la fabrication d'armes nucléaires par leurs alliés, tout en faisant planer ouvertement des menaces nucléaires sur les États indépendants non dotés d'armes nucléaires qu'ils détestent.

Comme cela a été déclaré en plusieurs occasions, la question nucléaire dans la péninsule coréenne est le résultat direct de la politique d'hostilité que les États-Unis



mènent à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée depuis plus d'un demi-siècle.

La déclaration commune de Beijing énonce clairement, outre les obligations de la République populaire démocratique de Corée, celles des parties responsables de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, les États-Unis et la Corée du Sud, ainsi que le principe de la simultanéité des mesures.

Toutefois, en violation de ce principe convenu entre les six parties, les États-Unis exigent à nouveau que la République populaire démocratique de Corée abandonne d'abord son programme nucléaire dans le cadre d'un démantèlement complet, vérifiable et irréversible et font bruyamment campagne contre elle en lançant des accusations totalement dénuées de fondement consistant par exemple à invoquer des « questions concernant les droits de l'homme » et des « transactions illégales ».

Ces agissements de la part des États-Unis vont totalement à l'encontre de l'esprit de la déclaration commune, qui est l'œuvre des six parties, et nous ne pouvons que douter de la volonté des États-Unis de mettre en œuvre cette déclaration.

Notre position constante est que l'ensemble de la péninsule coréenne doit être dénucléarisé.

Toutefois, je tiens à souligner une fois de plus que cette dénucléarisation ne peut résulter uniquement de l'abandon unilatéral de nos programmes nucléaires.

Seulement quelques semaines nous séparent de la cinquième série de pourparlers entre les six parties.

Nous observerons de très près les initiatives des États-Unis lorsque nous arriverons à la phase « mesure contre mesure ».

Le règlement équitable de la question nucléaire dans la péninsule coréenne et en particulier les résultats à attendre de la cinquième série de pourparlers entre les six parties dépendront entièrement de la façon dont les États-Unis s'acquitteront des obligations qui leur incombent de mettre fin aux menaces nucléaires et de fournir des réacteurs à eau ordinaire conformément à la déclaration commune de la quatrième série de pourparlers entre les six parties.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre en tant que document officiel de la soixantième session de l'Assemblée générale au titre du point 97 de l'ordre du jour intitulé « Désarmement général et complet ».

(*Signé*) **Pak Gil Yon**